



Ministère de l'Enseignement Supérieur, de la Recherche et de l'Innovation

Centre Régional des Œuvres Universitaires et Scolaires de Lille

Accord-cadre

CONTROLE, FOURNITURE ET MAINTENANCE DES MATERIELS DE LUTTE CONTRE L'INCENDIE

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES

Référence de la procédure :

21.X du 15/10/2021

Procédure de passation : Procédure adaptée

Table des matières

Article 1 – OBJET ET PERIMETRE DE L’ACCORD CADRE	4
1.1 Objet de l’accord cadre	4
1.2 Périmètre de l’accord cadre	4
1.3 Plan de progrès / obligation d’information et de conseil	4
Article 2 – DESCRIPTION DE L’ACCORD CADRE	5
2.1 Définition de la procédure	5
2.2 Forme du marché	5
2.3 Allotissement - Tranches	5
2.4 Accord-cadre / marché complémentaire de fournitures	5
2.5 Accord-cadre / marché similaire	6
2.6 Intervenants	6
Article 3 – DOCUMENTS REGISSANT L’ACCORD CADRE - NOTIFICATIONS	6
3.1 Documents applicables	6
3.2 Documents non applicables	7
3.3 Election de domicile et forme des notifications et informations.....	7
Article 4 – DUREE DE L’ACCORD CADRE	7
4.1 Durée initiale du marché	7
4.2 Reconduction du marché	7
4.3 Délai d’exécution.....	8
4.4 Périodicité des prestations.....	8
Article 5 – PRIX ET ACTUALISATION DE PRIX	8
5.1 Détermination, forme et contenu des prix	8
5.2 Actualisation des prix	9
5.3 Clause de sauvegarde	9
Article 6 – MODALITES REGISSANT LES BONS DE COMMANDE	9
6.1 Contenu des bons de commande.....	9
6.2 Modifications / annulation d’un bon de commande	10
Article 7 – CONDITIONS ET MODALITES D’EXECUTION DU MARCHE.....	10
7.1 Définition et caractéristique de la prestation	10
7.2 Modalités d’intervention.....	10
7.3 Constatation de l’exécution de la prestation	11
7.4 Réception, ajournement, réfaction et rejet des prestations.....	11

7.5 Discrétion et confidentialité	12
Article 8 – GARANTIE	12
8.1 Durée de la garantie	12
8.2 Etendue de la garantie	12
Article 9 – PENALITES	13
9.1 Pénalités pour retard.....	13
9.2 Pénalités pour non remise en état des lieux (nettoyage)	13
9.3 Pénalités pour travail dissimulé	13
9.4 Répartition des pénalités entre cotraitants	14
9.5 Autres pénalités.....	14
Article 10 – MODALITES FINANCIERES DU MARCHE	14
10.1 Avance	14
10.2 Acomptes.....	15
10.3 Demandes de paiement	15
10.4 Dispositions en cas de demande de versement d’acomptes / de solde	16
10.5 Délais de paiement.....	16
10.6 Retard de paiement.....	17
10.7 Emission de titre de recette, le cas échéant	17
10.8 Dispositions applicables aux groupements d’opérateurs économiques.....	17
10.9 Dispositions applicables aux sous-traitants.....	19
10.10 Cautionnement.....	19
10.11 Garantie.....	20
10.12 Cession ou nantissement de créances	20
10.13 Cession du marché	20
Article 11 – PIECES ET ATTESTATIONS A FOURNIR.....	20
11.1 Dispositifs de vigilance (article D 8222-5 du code du travail)	20
11.2 Assurances.....	21
Article 12 – DEVELOPPEMENT DURABLE.....	21
Article 13 – DISPOSITIONS GENERALES	21
13.1 Protection des données à caractère personnel	21
13.2 Médiation	22
13.3 Clause stipulée non écrite	22
Article 14 – RESILIATION	22
Article 15 – DEROGATIONS AU C.C.A.G.....	23

Article 1 – OBJET ET PERIMETRE DE L'ACCORD CADRE

1.1 Objet de l'accord cadre

Le présent accord cadre a pour objet l'exécution de prestations de contrôle, fourniture et maintenance des matériels de lutte contre l'incendie au profit des établissements gérés par le C.R.O.U.S. de Lille.

Les spécifications techniques de la prestation, objet du marché, sont définies au Cahier des Clauses Techniques Particulières.

1.2 Périmètre de l'accord cadre

Les prestations objets de l'accord cadre doivent être réalisées par le titulaire dans les départements du Nord et du Pas de Calais. En effet, les prestations concernent l'ensemble des établissements dépendant du C.R.O.U.S. dont la liste figure en annexe.

Par dérogation, le pouvoir adjudicateur pourra demander au titulaire du marché d'assurer les prestations prévues aux conditions du marché pour tout établissement nouvellement créé. La fermeture temporaire ou définitive d'établissement entraînera une diminution temporaire ou définitive des prestations.

Le titulaire exécute toutes les prestations objets du présent marché public.

1.3 Plan de progrès / obligation d'information et de conseil

Dans le cadre de sa mission, le titulaire s'engage à informer la Direction de la Commande Publique de toute évolution législative et réglementaire ayant des répercussions sur l'exécution du présent marché.

En vertu de son obligation de conseil, le titulaire s'engage également à inciter, recommander et préconiser des solutions adaptées aux besoins du C.R.O.U.S..

Des rencontres régulières avec le titulaire seront menées en parallèle tout au long du marché et accompagnées d'indicateurs de mesure de la qualité de service (taux de service, revue de contrat, etc.).

Un interlocuteur spécifique sera donc affecté au suivi du marché. Cet interlocuteur dispose du savoir-faire, compétence, qualité et autorité pour assurer notamment la conduite, la direction, la coordination, la réalisation, la gestion et le bon fonctionnement pour l'exécution du marché.

Article 2 – DESCRIPTION DE L'ACCORD CADRE

2.1 Définition de la procédure

L'accord cadre est passé selon la procédure adaptée en application des articles L2123-1 et R2123-1 à R2123-7 du Code de la Commande Publique.

2.2 Forme du marché

Le marché prend la forme d'un accord-cadre exécuté au fur et à mesure de bons de commande dans les conditions fixées aux articles R2162-1 à R2162-6 et R2162-13 et suivant du Code de la Commande Publique.

Le marché est passé à prix global et forfaitaire en application de la DPGF et du Bordereau de Prix Unitaire.

L'accord-cadre est conclu avec un engagement maximum en valeur de 50 000 € H.T. annuel, pour les trois lots.

L'accord-cadre est mono-attributaire.

Les bons de commande seront notifiés par les services du C.R.O.U.S. au fur et à mesure des besoins. Les bons de commande préciseront les prestations et les quantités demandées. Aucun bon de commande ne pourra être émis après la fin du marché.

2.3 Allotissement - Tranches

L'allotissement de la présente procédure est défini comme suit :

N° lot	Objet du lot
Lot 1	Métropole Lilloise
Lot 2	Artois Littoral
Lot 3	Valenciennes

2.4 Accord-cadre complémentaire de fournitures

Conformément à l'article R2122-4 du Code de la Commande Publique, les livraisons complémentaires sont exécutées par le fournisseur initial et sont destinées soit au renouvellement partiel de fournitures ou d'installations, soit à l'extension de fournitures ou d'installations existantes, lorsque le changement de fournisseur obligerait l'acheteur à acquérir des fournitures ayant des caractéristiques techniques différentes entraînant une incompatibilité ou des difficultés techniques d'utilisation et d'entretien disproportionnées. Lorsqu'un tel marché public est passé par un pouvoir adjudicateur, sa durée ne peut dépasser, sauf cas dûment justifié, trois ans, périodes de reconduction comprises.

2.5 Accord-cadre similaire

Conformément à l'article R2122-7 du Code de la Commande Publique, le pouvoir adjudicateur, après mise en concurrence, se réserve la possibilité de passer des marchés de services pour des prestations similaires à celles confiées au titulaire du marché précédent passé.

2.6 Intervenants

2.6.1 Pouvoir Adjudicateur

Le pouvoir adjudicateur est le C.R.O.U.S. de Lille.

Le représentant du pouvoir adjudicateur est le Directeur du C.R.O.U.S. de Lille.

2.6.2 Bénéficiaire

Le bénéficiaire désigne l'usager de cet accord cadre. Il peut donc s'agir :

- d'une unité de gestion : restaurant , cafétéria, brasserie, ... ;
résidence, ... ;
- d'un service administratif du C.R.O.U.S..

2.6.3 Titulaire

Le titulaire indique, dans son mémoire technique, l'identité du chef de projet, interlocuteur unique du C.R.O.U.S., pressenti(e) pour le suivi d'exécution des prestations, responsable du suivi du marché, capable de superviser et coordonner le suivi administratif et financier de l'accord cadre.

En cas de changement de cet interlocuteur privilégié, le titulaire du marché doit en informer la Direction de la Commande Publique du C.R.O.U.S. au moins 2 semaines avant le changement effectif.

Article 3 – DOCUMENTS REGISSANT L'ACCORD CADRE - NOTIFICATIONS

3.1 Documents applicables

Le présent marché est soumis à l'ordonnance n° 2018-1074 du 26 novembre 2018 et au décret n° 2018-1075 du 3 décembre 2018 modifié, portant partie législative et réglementaire du Code de la Commande Publique.

Les documents contractuels, dans la version résultant des dernières modifications éventuelles, opérées par avenant, régissant le marché sont, dans l'ordre décroissant de priorité :

- l'acte d'engagement et ses annexes, au nombre desquelles figurent notamment la DPGF et le BPU,

- le présent cahier des clauses administratives particulières (CCAP) commun à tous les lots et son annexe (liste des établissements),
- le cahier des clauses techniques particulières (CCTP) commun à tous les lots et ses annexes « recensements »,
- le cahier des clauses administratives générales «fournitures courantes et services» (C.C.A.G. / F.C.S.),
- les bons de commandes,
- le cas échéant, les actes spéciaux de sous-traitance (DC4).

L'accord cadre conservé par le C.R.O.U.S. fait seul foi en cas de contestation.

3.2 Documents non applicables

Les conditions générales de vente du titulaire ne sont pas applicables au présent marché.

3.3 Election de domicile et forme des notifications et informations

Tous les documents relatifs au présent marché, destinés au titulaire, sont adressés aux coordonnées figurant sur la partie B de l'acte d'engagement.

En cas de modification des coordonnées, le titulaire en avertit la Direction de la Commande Publique du C.R.O.U.S. par tout moyen permettant de donner date certaine à la réception de l'information.

Article 4 – DUREE DE L'ACCORD CADRE

4.1 Durée initiale du marché

Le marché est conclu pour une durée initiale de douze (12) mois à compter du 1^{er} janvier 2022.

4.2 Reconduction du marché

Le marché peut être reconduit à une (1) reprise pour une période de douze (12) mois.

En tout état de cause, la durée totale du marché ne peut excéder vingt-quatre (24) mois à compter de du 01/01/2022, périodes de reconduction comprises.

Chaque reconduction s'opère sur décision expresse du représentant du pouvoir adjudicateur, intervenant au plus tard soixante (60) jours avant l'échéance de la période en cours d'exécution. Le titulaire ne peut pas s'opposer à la reconduction du marché.

La décision de non reconduction n'ouvre droit à aucune indemnité au profit du titulaire.

Les commandes émises avant la date d'échéance du marché demeurent exécutables, sans pouvoir toutefois excéder de deux (2) mois la fin de validité du marché public.

4.3 Délai d'exécution

Le centre d'appel du Titulaire a pour vocation de gérer toutes les demandes d'intervention. Il doit être opérationnel du lundi au vendredi de 8h à 17h et le samedi de 8h à 12h (les appels ne pourront pas être reçus par répondeur).

Le Titulaire mettra à disposition une équipe qualifiée dans un délai maximal de 4 heures pour les dépannages urgents suite à appel téléphonique du bénéficiaire au centre d'appel.

Les délais de réparation autorisés sont :

- réparation sans fourniture de pièces : délai d'intervention + 1h
- avec fourniture de pièces maintenues en stock en véhicule : délai d'intervention + 2h heures

Au cas où la remise en service dans ce délai ne serait pas réalisable le Titulaire devra fournir le diagnostic au Responsable local et lui indiquer la date prévisionnelle de remise en service par courriel. Cette condition ne dispense pas le Titulaire de prendre toutes les mesures conservatoires afin de minimiser les risques dans le fonctionnement des services.

Le non-respect des délais ouvre de fait droit à la mise en place de dispositions contractuelles en terme de pénalités, de résiliation partielle du marché, de réalisation aux frais et risques pour défaillance du titulaire par un tiers.

Enfin, si le prestataire a prévu dans son offre de mettre à disposition du C.R.O.U.S. une plateforme Intranet permettant d'effectuer directement les demandes d'intervention, une confirmation de prise en compte de la demande devra parvenir à l'établissement demandeur.

4.4 Périodicité des prestations

La fréquence des visites périodiques est fixée règlementairement comme suit :

- Maintenance annuelle, quinquennale et décennale des extincteurs et RIA

Article 5 – PRIX ET ACTUALISATION DE PRIX

5.1 Détermination, forme et contenu des prix

Les prix des prestations sont des prix nets unitaires exprimés en euros hors taxes (H.T.), en application de l'article 10.1.3 du C.C.A.G./F.C.S.. Ils sont exprimés en euros et cents d'euro et ne comportent donc au maximum que deux chiffres après la virgule. La nature et le taux des taxes frappant les prix seront exprimés avec précision dans l'offre.

Le prix initial constitue la définition du prix de règlement au premier jour d'exécution de l'accord cadre.

Les prix des prestations sont actualisables dans les conditions définies ci-dessous.

5.2 Actualisation des prix

Les prix des prestations seront fermes pendant la durée d'exécution de l'accord cadre, actualisables, en cas de reconduction de l'accord cadre, au début de chaque nouvelle période de douze mois, sur la demande de l'une ou l'autre des parties, et par accord entre elles. La proposition d'actualisation devra être parvenue au C.R.O.U.S. au moins deux mois avant la reconduction éventuelle du marché.

5.3 Clause de sauvegarde

Si la hausse du prix excède 5 % sur 12 mois glissants, l'accord cadre peut être résilié par le C.R.O.U.S. sans préavis et sans que le titulaire puisse prétendre à indemnité par dérogation à l'article R2112-13 du Code de la Commande Publique.

Article 6 – MODALITES REGISSANT LES BONS DE COMMANDE

Les commandes correspondantes aux besoins de chaque établissement et aux dispositions du présent cahier, sont passées au moins 10 jours avant la date d'exécution (sauf urgence) par le moyen de bons de commande.

Si l'exécution du marché public est confiée à un groupement d'opérateurs économiques, le mandataire tel qu'identifié à l'acte d'engagement est destinataire de tous les bons de commande.

6.1 Contenu des bons de commande

Chaque bon de commande précise notamment :

- la référence des prestations commandé(e)s ;
- le prix unitaire H.T. de chacune des prestations ;
- la ou les adresses du(des) services destinataire(s) des prestations et les coordonnées complètes du contact (nom, adresse physique, téléphone, adresse électronique éventuelle, ...) ;
- le cas échéant, les modalités d'exécution du bon de commande;
- le montant total H.T. du bon de commande.

Compte tenu de la nature des prestations faisant l'objet du marché, les commandes peuvent être passées par courrier électronique, exceptionnellement par téléphone.

En cas de litiges ou à la demande du fournisseur, les commandes passées par téléphone peuvent être confirmées au moyen de bons de commande envoyés par courrier ou par courrier électronique tels que décrits ci-dessus.

6.2 Modifications / annulation d'un bon de commande

Un bon de commande peut être modifié ou annulé sur demande du C.R.O.U.S., totalement ou partiellement dans les conditions suivantes :

- Un bon de commande de produits peut être annulé ou modifié sans frais pour le bénéficiaire sous réserve que l'annulation intervienne dans un délai de 5 jours maximum à compter de la réception du bon de commande.

- Si un litige imputable au titulaire, est à l'origine de la modification ou de l'annulation d'un bon de commande, les frais en découlant sont à la charge du titulaire.

La modification ou l'annulation du bon de commande à l'initiative d'un établissement, sans faute du titulaire, prend effet à la date précisée dans la décision notifiée au titulaire.

Article 7 – CONDITIONS ET MODALITES D'EXECUTION DU MARCHE

7.1 Définition et caractéristique de la prestation

Cf. C.C.T.P..

7.2 Modalités d'intervention

7.2.1 Dispositions générales

Le titulaire prend toutes mesures utiles et nécessaires pour accéder aux locaux du bénéficiaire en cas de plan Vigipirate.

Le titulaire s'engage à prévenir le bénéficiaire par tout moyen permettant de donner une date certaine à son envoi, 3 jours ouvrés minimum avant la date d'exécution des prestations.

Le titulaire doit, avant l'exécution chez le bénéficiaire de la prestation objet du bon de commande, se mettre en rapport avec celui-ci afin de lui faire préciser certaines particularités qui n'ont pas été spécifiées (heures de livraison, facilités d'accès à l'établissement).

7.2.2 Prolongation des délais

Toute prolongation de délai est réalisée dans le cadre des **articles 13.3.1 et 13.3.2 des C.C.A.G./F.C.S..**

La demande est adressée au bénéficiaire avec copie à la Direction de la Commande publique du C.R.O.U.S..

7.2.3 Mesures de sécurité et Plan de prévention

Le titulaire s'engage à prendre connaissance et à se conformer à l'ensemble des mesures de sécurité du bénéficiaire et à respecter les prescriptions relatives aux «travaux réalisés dans un établissement par une entreprise extérieure» du titre 1^{er} du livre V de la quatrième partie du code du travail.

7.3 Constatation de l'exécution de la prestation

Les vérifications sont effectuées contradictoirement, à l'instant et sur les lieux de livraison, par le chef des services économiques de l'établissement destinataire ou son représentant et par le fournisseur ou son représentant. L'absence du titulaire et de son représentant aux opérations de vérification ne fait pas obstacle à la validité des décisions qui s'en suivent.

7.4 Réception, ajournement, réfaction et rejet des prestations

7.4.1 Réception

Sans préjudice des stipulations prévues à l'alinéa ci-dessous, les opérations de vérification, et la décision d'admission, d'ajournement, de réfaction ou de rejet, relèvent du bénéficiaire et interviennent dans un délai de 5 jours à compter de la réalisation des prestations de service. Passé ce délai, la décision d'admission est réputée acquise.

Sur demande du CROUS, le titulaire produit tout document permettant d'établir la réalisation des prestations.

A défaut de production de ces documents, les prestations sont réputées non exécutées.

7.4.2 Ajournement, réfaction et rejet

S'il n'y a pas conformité, le bénéficiaire peut, s'il le juge opportun :

- rectifier le bulletin de livraison sous la signature des deux parties,
- accepter la partie conforme de la prestation,
- faire compléter ou remplacer la prestation dans les délais prescrits sur mise en demeure verbale annotée sur les deux exemplaires du bon,
- refuser la prestation avec possibilité de faire exécuter de plein droit et sans autre formalité chez tout fournisseur de son choix, la différence de prix éventuelle au détriment de l'établissement étant mise à la charge du titulaire.

7.5 Discretion et confidentialité

Le titulaire se reconnaît tenu au secret professionnel et à l'obligation de discrétion pour tout ce qui concerne les faits, informations, études et décisions dont il a connaissance au cours de l'exécution du présent accord cadre. Les renseignements, documents ou objets qui sont communiqués au titulaire le sont à titre confidentiel et ne peuvent, sans autorisation, être transmis, même à titre gratuit, à d'autres personnes que celles qui ont la qualité pour en connaître dans le cadre du présent accord cadre. Ces renseignements, documents ou objets ne peuvent, sans autorisation expresse du C.R.O.U.S., être divulgués à des tiers. Le titulaire ne peut ni faire usage, ni reproduire, ni représenter, ni distribuer, ni communiquer, ni publier ou révéler les informations et prestations faisant l'objet du présent accord cadre ou tout résultat ou étude qui en seraient issus.

Préalablement à toute communication du titulaire, par voie de presse, commerciale ou publicitaire, relative aux prestations objet de l'accord cadre, le titulaire transmet à la Direction de la Commande Publique du C.R.O.U.S., pour validation, le contenu de la communication envisagée. Aucune communication ne peut être réalisée par le titulaire sans la validation formelle du C.R.O.U.S..

En cas de sous-traitance, il revient au titulaire de faire figurer dans le contrat avec son sous-traitant, une clause imposant à son sous-traitant les mêmes obligations que celles du présent accord cadre.

Article 8 – GARANTIE

8.1 Durée de la garantie

Outre la garantie légale prévue par le code civil, les prestations objets du présent accord cadre sont garantis à compter du jour de leur admission pendant une durée d'un (1) an.

8.2 Etendue de la garantie

Le titulaire s'engage à intervenir ou à faire intervenir son agent dans un délai maximal de 10 jours ouvrés, compté à partir de la réception de la demande d'intervention, pendant les heures d'ouverture du service utilisateur.

Les réparations sont assurées par le titulaire, soit sur les lieux d'utilisation des produits dont le fonctionnement défectueux a été signalé par l'utilisateur, soit dans les locaux qu'il désigne.

Ces prestations comprennent la fourniture et le remplacement des pièces de toute nature mises hors d'usage par un emploi normal des produits ou présentant un défaut de matière ou de fabrication.

Les frais de main d'œuvre, de déplacement, de séjour, de port et généralement tous autres frais entraînés par la mise en œuvre de la garantie sont à la charge du titulaire.

L'entretien courant et les éléments qu'il nécessite restent à la charge du bénéficiaire.

Les pièces défectueuses remplacées deviennent la propriété du bénéficiaire.

Article 9 – PENALITES

En cas d'infraction aux clauses contractuelles, le C.R.O.U.S. peut, selon les cas :

- Appliquer une réfaction de prix proportionnelle au pourcentage des imperfections constatées
- Suspendre les prestations, avec ou sans exécution du marché aux frais et risques du titulaire
- Résilier le marché aux torts du titulaire et sans indemnité, avec ou sans exécution du marché à ses frais et risques conformément à l'article 36 du CCAG, après avoir invité le titulaire à présenter ses observations dans un délai de 15 jours. La réfaction ou la suspension ne cesserait qu'après retour à la normale dûment constaté par le C.R.O.U.S. Si la défectuosité ayant justifié la réfaction ou la suspension persistait plus de 15 jours ou se renouvelait, la personne responsable peut, après mise en demeure assortie d'un délai d'exécution, décider de résilier le marché aux torts du titulaire et sans indemnité.

9.1 Pénalités pour retard

Par dérogation à l'article 14.1.1 du C.C.A.G./F.C.S. et en cas de prestation incomplète, de refus de livraison ou de non remplacement dans les délais accordés d'une fourniture ayant fait l'objet d'un rejet ou lorsque les délais contractuels sont dépassés, le titulaire encourt, sans mise en demeure préalable, une pénalité forfaitaire de 400 € par jour calendaire de retard.

9.2 Pénalités pour non remise en état des lieux (nettoyage)

Le titulaire devra laisser les locaux propre(s) et libre(s) de tous déchets après la pose du matériel. Dans le cas contraire, le titulaire encourt une pénalité forfaitaire de 1 000 € H.T. par jour calendaire.

9.3 Pénalités pour travail dissimulé

Le titulaire s'engage au respect des lois et règlements relatifs à la protection de la main d'œuvre et aux conditions de travail définies dans le C.C.A.G. / F.C.S.. L'article 93 de la loi n° 2011-525 du 17 mai 2011 de simplification et d'amélioration de la qualité du droit modifie l'article L.8222-6 du Code du travail relatif à la lutte contre le travail dissimulé.

Si dans le cadre du dispositif mentionné à l'article L.8222-6 du Code du travail, le cocontractant n'a pas apporté la preuve qu'il a mis fin après réception d'une mise en demeure, à la situation délictuelle, le C.R.O.U.S. peut appliquer les pénalités contractuelles ou rompre le contrat, sans indemnité, à ses frais et risques. Une pénalité journalière de 100 € H.T. sera appliquée par jour ouvré de retard dans la production des documents dans le délai imparti fixé par le C.R.O.U.S..

En application de l'article L.8222-6 du Code du travail, dans le cas où le titulaire du marché ne s'acquitte pas des formalités mentionnées aux articles L.8221-3 à L.8221-5 du Code du travail relatives à la lutte contre le travail dissimulé par dissimulation d'activité ou d'emploi salarié, le C.R.O.U.S. applique une

pénalité à hauteur de 10 % du montant T.T.C. de l'accord cadre dans la limite du montant des amendes encourues en application des articles L.8224-1, L.8224-2 et L.8224-5 du Code du travail. Dans le cas d'un marché à prix forfaitaire, la pénalité de 10 % s'applique en fonction du montant du marché. Dans le cas d'un contrat conclu à prix unitaires, la pénalité de 10 % se calcule par rapport au montant estimé du marché.

9.4 Répartition des pénalités entre cotraitants

En cas de cotraitance et lorsque le paiement est effectué sur des comptes séparés, le montant des pénalités est réparti entre les cotraitants conformément aux indications figurant dans l'acte d'engagement.

En l'absence d'indications, les pénalités sont retenues en totalité au mandataire.

9.5 Autres pénalités

Par dérogation à l'article 14.1.1 du CCAG/FCS, le titulaire encourt, sans mise en demeure préalable, les pénalités suivantes :

- Répétition de défaillance sur un même équipement : **70 € par défaillance constatée** au-delà de la seconde défaillance en moins de trente (30) jours sur un même équipement avec une même conséquence sur le fonctionnement des installations.
- Absence, tenue incomplète ou non-conformité du carnet d'entretien : **50 € par défaut constaté.**
- Absence du (des) représentant(s) du titulaire à une réunion programmée, sans signalisation de l'absence au moins 48 heures à l'avance : **250 € par absence.**
- Non remise du rapport annuel dans les délais : **50 € par jour ouvré de retard.**

Article 10 – MODALITES FINANCIERES DU MARCHE

10.1 Avance

Sauf renonciation du titulaire porté à l'acte d'engagement du marché, une avance peut être versée sur la part du marché dont l'exécution n'est pas sous-traitée. Son assiette est calculée conformément aux modalités prévues à l'article R2191-7 du Code de la Commande Publique.

Son taux est fixé à 5 %. Pour les petites et moyennes entreprises, le taux de l'avance est de 20 %.

Le montant de l'avance versée au titulaire n'est ni révisable ni actualisable.

Le remboursement d'une avance s'effectue par précompte dès la première facture émise au titre des prestations dont le montant est compris dans l'assiette de celle-ci.

10.2 Acomptes

10.2.1 Règles générales

Les prestations seront facturées à leur prix définitif. Il ne sera pas admis de facturation à prix provisoire ou d'acompte sur livraison à venir.

10.2.2 Acomptes pour report d'exécution

Le report de plus de trente jours de la date d'achèvement des opérations de livraison et des prestations associées, du fait du bénéficiaire ou à la demande de la Direction de la Commande Publique du C.R.O.U.S., ouvre droit à acompte dans la limite de 80 % du montant hors taxe du bon de commande.

Les produits ayant donné lieu au paiement d'acomptes en vertu des stipulations ci-dessous doivent être mis à disposition ou livrés et les prestations associées exécutées dans les 10 jours calendaires à compter de la réception de la demande d'exécution.

10.2.3 Transfert de propriété, garde et assurance produit

Le paiement des acomptes n'entraîne pas de transfert de propriété.

Le titulaire doit assurer le stockage et assumer les frais d'assurance du produit objet du marché jusqu'à sa mise à disposition ou jusqu'à sa livraison.

10.3 Demandes de paiement

Les demandes de paiement (factures et demandes de versements d'acomptes) et les avoirs sont adressées au service financier du C.R.O.U.S. par voie dématérialisée via le portail de facturation mis en place par l'Etat (portail Chorus-Pro) si les obligations prévues au I de l'article 1 et à l'article 2 de l'Ordonnance n° 2014-697 du 26 juin 2014 s'appliquent au titulaire ou si ce dernier a choisi de les appliquer par anticipation.

Les demandes de paiement et les avoirs, lorsqu'ils sont adressés via le portail de facturation mis en place par l'Etat (Chorus-Pro), sont transmis au choix du titulaire, selon l'un des formats proposés par ce portail.

Toutes les factures postées sur Chorus-Pro devront obligatoirement porter mention du numéro SIRET du CROUS de Lille à savoir : 185 911 500 00014, lequel est repris sur les bons de commande.

Toutes les factures devront également faire mention du code service du bénéficiaire (cf. annexe liste des établissements) concerné par la facture. En cas de facture multi-site, le code service à reprendre sera celui du service financier (1001).

10.4 Dispositions en cas de demande de versement d'acomptes / de solde

10.4.1 Demande de versement d'acomptes

Les demandes de versement d'acomptes sont adressées par voie dématérialisée dans les mêmes conditions que celles décrites ci-dessus à l'article « Demandes de paiement ».

Toute demande de versement d'acomptes doit être justifiée par la production de toutes pièces justificatives établissant l'exécution des prestations correspondantes.

La non disponibilité des pièces justificatives lors de la réception de la demande de versement d'acompte entraîne son rejet.

La demande de paiement d'acompte mentionne impérativement le numéro du bon de commande / de l'accord cadre. Son absence entraîne le rejet de la demande.

En cas d'acompte pour report d'exécution, sont déposées la lettre du bénéficiaire demandant le report de la mise à disposition ou de la livraison, ou d'un document prouvant que la livraison a bien été effectuée et que le report d'exécution des prestations incombe au bénéficiaire.

10.4.2 Demande de paiement pour solde

Les demandes de paiement sont adressées par voie dématérialisée dans les mêmes conditions que celles décrites ci-dessus à l'article « Demandes de paiement ».

La demande de paiement mentionne impérativement le numéro du bon de commande du marché.

Du montant de cette facture, qui fait apparaître la valeur totale des prestations, est déduit, le cas échéant, le montant des avances et des acomptes versés. La demande de paiement pour solde précise la date d'intervention.

Au cas où une partie des prestations n'aurait pas été réalisée conformément aux stipulations du présent marché, le bénéficiaire se réserve la possibilité de mettre en œuvre un paiement partiel définitif de la commande.

10.5 Délais de paiement

Les modalités de mise en œuvre du délai maximum de paiement dans les marchés publics et le calcul des intérêts moratoires sont précisées dans les articles L2192-10 à L2192-15, R2192-10 à R2192-36 du Code de la Commande Publique et dans le décret n° 2013-269 du 29 mars 2013 relatif à la lutte contre les retards de paiement dans les contrats de la commande publique.

Le paiement de l'avance intervient dans un délai de trente (30) jours à compter de la notification de chaque bon de commande d'un montant supérieur à cinquante milles (50 000) euros et d'une durée d'exécution supérieure à deux (2) mois.

Le paiement des acomptes et du solde doit intervenir dans un délai global de trente (30) jours à compter de la réception de la demande de paiement ou à compter de la date d'admission des prestations si cette date est postérieure à la date de réception de la demande de paiement.

Le paiement est effectué en euros au compte ouvert au nom du titulaire.

Le comptable chargé du paiement est l'Agent Comptable du C.R.O.U.S., 74 rue de Cambrai, BP 50100, 59017 LILLE CEDEX.

10.6 Retard de paiement

Le dépassement du délai de paiement ouvre de plein droit et sans autre formalité, pour le titulaire de l'accord cadre, le bénéfice d'intérêts moratoires à compter du jour suivant l'expiration du délai de paiement ou l'échéance prévue au contrat.

Si, du fait du titulaire, il ne peut être procédé à toutes les opérations nécessaires au mandatement, le délai est suspendu pour une durée égale au retard qui en est résulté. En effet, en cas de modification des coordonnées bancaires du titulaire en cours d'exécution des marchés, celui-ci doit impérativement, dans les plus brefs délais, notifier ce changement au service Achats et Marchés et fournir le relevé du numéro de compte bancaire international (I.B.A.N.).

Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement principal les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage.

En outre, le retard de paiement donne lieu, de plein droit et sans autre formalité, au versement d'une indemnité forfaitaire de quarante (40) euros pour frais de recouvrement.

Le montant des intérêts moratoires et de l'indemnité forfaitaire sont calculés conformément aux articles R2192-31 à R2192-36 du Code de la Commande Publique.

10.7 Emission de titre de recette, le cas échéant

Lorsqu'une partie des prestations n'a pas été réalisée conformément aux dispositions du présent accord cadre, le C.R.O.U.S. se réserve la possibilité d'émettre un titre de recette afin de prendre en compte les pénalités d'indisponibilité ou toute autre indemnité.

10.8 Dispositions applicables aux groupements d'opérateurs économiques

10.8.1 Dispositions applicables aux groupements solidaires

Le paiement peut être effectué sur un compte unique, géré par le mandataire du groupement.

Le paiement direct de chaque cotraitant peut cependant être effectué par le C.R.O.U.S. :

- si le groupement est en capacité de présenter dans l'attestation de cotraitance une répartition claire et permanente des prestations ;
- si les sommes se rapportant à l'exécution des prestations de chaque cotraitant sont identifiées dans les dix jours de l'émission du bon de commande.

A défaut de transmission des informations nécessaires au paiement direct dans les délais requis, les paiements sont effectués au bénéfice du mandataire.

Les cotraitants ou le mandataire procèdent alors à la facturation conformément aux stipulations de l'article 10.3 « demandes de paiement » du présent C.C.A.P..

Les avances et acomptes prévus au présent C.C.A.P. ainsi que le solde sont versés au membre du groupement exécutant les prestations objet de l'avance, de la demande de versement d'acompte et du solde, dès lors que les exigences susvisées sont respectées. A défaut, les paiements sont effectués sur le compte unique géré par le mandataire.

10.8.2 Dispositions applicables aux groupements conjoints

Chaque cotraitant est habilité à présenter sa demande de paiement conformément aux stipulations de l'article 10.3 « demandes de paiement » du présent C.C.A.P..

Le paiement peut être aussi effectué sur un compte unique, géré par le mandataire du groupement, dès lors que le groupement en fait la demande.

La modalité de présentation des demandes de paiement souhaitée par le groupement est décrite dans l'attestation de cotraitance.

Le paiement direct de chaque cotraitant peut être effectué par le C.R.O.U.S. :

- si la répartition des prestations figure sur l'acte d'engagement ;
- si les sommes se rapportant à l'exécution des prestations de chaque cotraitant sont identifiées dans les dix jours de l'émission du bon de commande.

A défaut de transmission des informations nécessaires au paiement direct dans les délais requis, les paiements sont effectués au bénéfice du mandataire.

Les avances et acomptes prévus au présent C.C.A.P. ainsi que le solde sont versés au membre du groupement exécutant les prestations objet de l'avance, de la demande de versement d'acompte et du solde, ou sur le compte unique géré par le mandataire, si le groupement a opté pour cette modalité.

10.9 Dispositions applicables aux sous-traitants

10.9.1 Désignation de sous-traitant(s) en cours d'exécution du marché

L'acte spécial précise tous les éléments contenus dans la déclaration prévue aux articles L2193-5 et R2193-3 à R2193-4 du Code de la Commande Publique :

- la nature des prestations dont la sous-traitance est prévue,
- le nom, la raison ou la dénomination sociale, l'adresse du sous-traitant proposé,
- le montant maximum des sommes à verser par paiement direct à chaque sous-traitant, les conditions de paiement et, le cas échéant, les modalités de variations des prix,
- les capacités professionnelles et financières de chaque sous-traitant.

Le titulaire doit joindre, en sus de l'acte spécial de sous-traitance, l'attestation sur l'honneur du sous-traitant comprenant les déclarations qu'il a lui-même remises lors du dépôt de son offre.

Par ailleurs, il devra établir qu'aucune cession ni aucun nantissement de créances résultant du marché ne font obstacle au paiement direct du sous-traitant, conformément aux articles R2193-3 et R2193-22 du Code de la Commande Publique.

Toutes les pièces relatives à la déclaration et aux paiements des sous-traitants, transmises par le titulaire au C.R.O.U.S., doivent être établies en euros.

10.9.2 Modalités de paiement direct par virement

Le titulaire joint, à la demande de paiement, une attestation indiquant la somme à régler par le pouvoir adjudicateur à chaque sous-traitant concerné ; cette somme tient compte d'une éventuelle variation dans le prix prévue dans le contrat de sous-traitance.

Pour les sous-traitants d'un membre du groupement, l'acceptation de la somme à payer à chacun d'entre eux fait l'objet d'une attestation, jointe en double exemplaire à la demande de paiement, signée par celui des co-traitants qui a conclu le contrat de sous-traitance et indiquant la somme à régler par le pouvoir adjudicateur au sous-traitant concerné ; cette somme tient compte d'une éventuelle variation dans les prix prévue dans le contrat de sous-traitance.

Si le signataire qui a conclu le contrat de sous-traitance n'est pas le mandataire, ce dernier doit signer également l'attestation.

10.10 Cautionnement

Le titulaire du marché est dispensé de constituer un cautionnement. Le recouvrement des sommes dont il serait reconnu débiteur au titre de l'accord cadre sera effectué selon la procédure de l'ordre de reversement.

10.11 Garantie

Sans objet.

10.12 Cession ou nantissement de créances

Les créances nées ou à naître concernant le présent accord cadre peuvent être cédées ou nanties conformément aux dispositions des articles L2191-8 et R2191-45 à R2191-51 du Code de la Commande Publique.

En cas de sous-traitance, le présent accord cadre ne peut être nanti qu'à hauteur des prestations exécutées par le titulaire.

La personne habilitée à fournir les renseignements, mentionnés aux articles R2191-59 à R2191-61 du Code de la Commande Publique, est le Directeur du C.R.O.U.S. de Lille ou ses représentants habilités.

10.13 Cession du marché

Le présent accord cadre peut, en tout ou partie, être librement cédé par le titulaire sous réserve que :

- le cessionnaire présente des garanties professionnelles et financières suffisantes pour assurer la bonne exécution de l'accord cadre ;
- la cession ne soit pas de nature à remettre en cause les éléments essentiels relatifs au choix du titulaire ;
- la cession ne soit pas de nature à modifier substantiellement l'économie de l'accord cadre.

Dans le cas où la cession le marché doit intervenir au bénéfice d'une autre personne morale, le titulaire, afin d'obtenir l'accord préalable du C.R.O.U.S., informe ce dernier en temps utile et lui fournit les éléments nécessaires à son appréciation des capacités techniques, professionnelles et financières.

Article 11 – PIECES ET ATTESTATIONS A FOURNIR

11.1 Dispositifs de vigilance (article D 8222-5 du code du travail)

Le titulaire s'engage à fournir tous les 6 mois à compter de la notification de l'accord cadre et jusqu'à la fin de l'exécution de celui-ci, les pièces et attestations sur l'honneur prévues à l'article D 8222-5 ou D 8222-7 du code du travail.

A défaut, l'accord cadre est résilié dans les conditions prévues à l'article 14 « résiliation » du présent C.C.A.P..

11.2 Assurances

Dans le cadre de son activité, objet du présent accord cadre, le titulaire atteste de sa couverture par la souscription d'une police d'assurance garantissant les conséquences pécuniaires de sa responsabilité civile susceptible d'être engagée pour les dommages matériels et corporels.

Il s'engage, sur toute demande faite par les services du C.R.O.U.S. par tout moyen permettant de donner date certaine ou en cas de modification des conditions de sa police d'assurance, à communiquer une attestation de souscription de la police d'assurance en cours de validité.

A défaut, le marché est résilié dans les conditions prévues à l'article 14 « résiliation » du présent C.C.A.P..

Article 12 – DEVELOPPEMENT DURABLE

Le titulaire respecte toute réglementation en vigueur en matière de responsabilité environnementale et particulièrement celle régie par le code de l'environnement et applicable notamment aux différents éléments mentionnés ci-dessous :

- REACH (règlement (CE) n° 1907/2006 du Parlement européen et du Conseil du 18 décembre 2006 concernant l'enregistrement, l'évaluation et l'autorisation des substances chimiques, ainsi que les restrictions applicables à ces substances (REACH).

En cas d'évolution de la réglementation concernée, le titulaire communique au C.R.O.U.S. les mesures qu'il entend mettre en œuvre pour s'y conformer.

En cas de manquement, le titulaire encourt les sanctions prévues par la réglementation concernée, sans préjudice des dédommagements pouvant lui être réclamés.

Article 13 – DISPOSITIONS GENERALES

13.1 Protection des données à caractère personnel

Chaque partie au marché s'engage à respecter toute disposition résultant :

- de la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 modifiée, relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés :
- du règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil, du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données. Par dérogation à l'article 5.2 du C.C.A.G. / F.C.S., l'application du règlement précité ne nécessite aucun formalisme de modification de l'accord cadre.

La constitution d'une base de données comportant des données à caractère personnel et données administratives des usagers peut être rendue nécessaire par l'exécution des prestations figurant au présent marché.

Ces données sont confidentielles et sont collectées, traitées et hébergées sur le territoire français métropolitain ou le territoire d'un Etat membre de l'Union européenne, ou le cas échéant, dans tout Etat permettant d'assurer un niveau adéquat de protection desdites données.

Le cas échéant, le titulaire s'engage à respecter les droits des personnes concernées par les données à caractère personnel traitées (droit à l'information, droit à l'accès, droit d'opposition, droit de rectification, droit de portabilité, droit à l'effacement, droit de recours devant une autorité).

13.2 Médiation

Le présent marché est conclu et est exécuté de bonne foi par les parties qui s'engagent à examiner ensemble, dans le plus grand esprit de concertation, tout différend qui pourrait survenir relatif à son existence, son interprétation ou à son exécution.

Les échanges intervenus entre les parties en application de la présente clause de médiation doivent rester confidentiels.

13.3 Clause stipulée non écrite

Si une ou plusieurs stipulations du présent accord cadre sont tenues pour non valides ou déclarées comme telles en application d'une loi, d'un règlement ou à la suite d'une décision définitive d'une juridiction compétente, elles seront réputées non écrites, cependant que les autres stipulations de marché conserveront toute leur force et leur portée.

Article 14 – RESILIATION

Sans préjudice des stipulations des **articles 38 et suivants du C.C.A.G./F.C.S.**, et conformément à l'article **L2395-2 du Code de la Commande Publique**, l'accord-cadre est résilié aux torts exclusifs du titulaire lorsque les documents ou renseignements mentionnés aux articles **R2143-3 et R2143-6 à R2143-10 du Code de la Commande Publique** sont inexacts ou lorsque le titulaire refuse de produire, en cours d'exécution, les pièces prévues aux articles **D 8222-5 ou D 8222-7 ou D8254-2 à D.8254-5, R 1263-12 du code du travail** conformément à l'article **R2143-8 du Code de la Commande Publique**.

La résiliation du marché est alors prononcée par le pouvoir adjudicateur, sans que le titulaire puisse prétendre à indemnité.

Le pouvoir adjudicateur peut en outre se prévaloir des stipulations de l'article **45 du C.C.A.G./F.C.S.** Le cas échéant, les excédents de dépenses résultant de la passation d'un autre marché, après résiliation, sont imputés au titulaire, sans préjudice des droits à exercer contre lui en cas d'insuffisance. Les diminutions éventuelles de dépenses restent acquises à la personne publique.

Article 15 – DEROGATIONS AU C.C.A.G.

Articles du C.C.A.P.	Articles du C.C.A.G. auxquels il est fait dérogations
5.3 « Clause de sauvegarde »	38
9.1 « Pénalités pour retard »	14.1.1
9.5 « « Autres pénalités »	14.1.1
13.1 « Protection des données à caractère personnel »	5.2